Assemblée de la francophonie de l'Ontario

English will follow

***** Les réponses des partis sont transmises telles quelles. Aucune reformulation ou correction grammaticale ou orthographique n'a été apportée par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO). Les réponses du Parti vert de l'Ontario ont été reçues en anglais; une traduction en français est proposée par l'AFO.*****

ONTARIO 2022 : QUESTIONNAIRE SUR LA FRANCOPHONIE REMIS AUX PARTIS POLITIQUES DE L'ONTARIO

ONTARIO 2022: QUESTIONNAIRE ON FRANCOPHONE AFFAIRS SUBMITTED TO ONTARIO'S POLITICAL PARTIES

– ENGLISH FOLLOWS –

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est l'organisme rassembleur et la voix politique de la francophonie de l'Ontario. Notre vision est un Ontario français uni dans sa diversité, solidaire dans ses actions et engagé collectivement afin d'assurer son mieux-être.

L'Ontario français

L'Ontario compte **744 000** Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens répartis aux quatre coins de la province, la plus grande communauté francophone en Amérique du Nord après le Québec. Les francophones représentent 5 % de la population totale de l'Ontario. Par ailleurs, la province compte près de **1,5 million** de personnes pouvant s'exprimer en français. Si la majorité des Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens demeurent actuellement dans l'Est ontarien et dans le Nord, la région du Centre-Sud-Ouest connaît une forte croissance démographique de francophones.

Sa vision

La communauté franco-ontarienne s'est dotée d'une vision dans le *Plan stratégique communautaire : Vers 2030* à la suite d'un processus de mise à jour du précédent plan stratégique. Les positions électorales de la communauté sont expliquées en détail dans *La plateforme franco*.

Questionnaire

Le présent questionnaire vise à mieux connaître la position des partis politiques provinciaux et à les faire connaître à la communauté franco-ontarienne. Veuillez répondre aux questions suivantes pour nous faire part de votre vision, de vos intentions et de vos aspirations sur les enjeux d'importance pour notre communauté. **Prière de le renvoyer, dûment rempli, au plus tard le vendredi 20 mai à bmichaud@monassemblee.ca.**

Si vous avez des questions, prière de contacter :

monAssemblee.ca

Bryan Michaud
Analyste politique
bmichaud@monassemblee.ca

L'AFO vous remercie de l'attention que vous porterez à ce document.

***

The Assemblée de la francophonie de l'Ontario is the umbrella organization and the political voice of Ontario's Francophone community. Our vision for Ontario's Francophone community is unity in diversity, solidarity in action and shared commitment to the community's well-being.

Ontario's Francophone community
There are 744,000 Franco-Ontarians in Ontario and they are present in all areas of the province. This makes them the largest Francophone community in North America outside of Quebec. Franco-Ontarians represent 5% of the province's total population. Moreover, 1.5 million Ontarians are able to express themselves in French. Currently, the majority of Franco-Ontarians live in Eastern and Northern Ontario, but the Francophone population in the Central-Southwest region is experiencing strong demographic growth.

The community's vision
The Francophone community has defined a vision for its future in the Strategic Plan for Ontario's Francophone community: Towards 2030 through a process used to update the earlier strategic plan. The community's electoral positions are explained in detail in *La plateforme franco*.

Questionnaire
This questionnaire aims to gain a better understanding of the positions held by Ontario's political parties and to make them known to the Franco-Ontarian community. We ask for your responses to the following questions in order to present your vision, intentions and aspirations regarding our community's key issues. Please email your answers by Friday, May 20, to **bmichaud@monassemblee.ca**.

If you have any questions, please contact:

Bryan Michaud
Policy Analyst
bmichaud@monassemblee.ca

The AFO appreciates your time and consideration in responding to this questionnaire.

Thème 1 : Questions générales / *Theme 1: General topics*

<u>Question 1</u> : À la suite de la prochaine élection, créerez-vous un poste de conseiller.e aux Affaires francophones au bureau du chef de votre parti? Si oui, quel sera le mandat de cette personne? / ***After the upcoming election, will you create an advisory position for Francophone Affairs in the Office of the Leader of your party? If so, what would be that employee's mandate?***

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Un gouvernement NPD établira cette position le mandat sera de mettre une lentille francophone sur toutes les actions du gouvernement NPD.

Parti libéral de l'Ontario

Comme auparavant, le bureau du premier ministre aura une conseillère ou un conseiller aux Affaires francophones qui aura la responsabilité de travailler de façon transversale avec tous les cabinets de ministres. Nous allons également embaucher des conseillères et conseillers qui comprennent les enjeux de la communauté franco-ontarienne dans les cabinets de ministres ayants la responsabilité pour la livraison de services publiques.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Notre gouvernement a été le premier à créer ce poste au sein du bureau du Premier ministre et nous continuerons d<avoir un.e conseiller.e aux affaires francophones du Premier ministre.

Parti vert de l'Ontario

Yes

Oui

Question 2 : Quelle sera votre grande priorité en matière de francophonie dans les 100 premiers jours d'un gouvernement formé par votre parti politique? / ***What will be your main priority for Francophone affairs in the first 100 days of a government formed by your political party?***

Parti libéral de l'Ontario

Donner au ministre de l'Éducation le mandat de mettre immédiatement en œuvre les recommandations du Groupe de travail sur la pénurie de personnel enseignant dans le système d'éducation en langue française - Nous ferons de l'Université de Sudbury une université francophone indépendante avec une entente facilitant le transfert de crédits entre l'Université de Sudbury et l'Université Laurentienne. Nous lancerons le processus du transfert de la programmation en français au postsecondaire à l'Université de Sudbury. - Restaurer le bureau du commissaire aux services en français indépendant.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Le Parti PC de l'Ontario a promis, au début de notre mandat, de moderniser la *Loi sur les services en français* afin de refléter les besoins du 21e siècle. En décembre 2021, le gouvernement de Doug Ford a fait exactement cela et a modernisé la *Loi sur les services en français*.

Spécifiquement en matière de francophonie, nous allons continuer de travailler sur la mise en œuvre de la modernisation de la *Loi sur les services en français*.

De plus, Doug Ford et le Parti PC de l'Ontario sont les seuls à passer à l'action. Nous avons un plan pour construire de nouvelles maisons, des routes et des autoroutes. Un plan pour donner un répit et laisser plus d'argent dans les poches des ontarien.nes. Un plan pour créer de nouveaux et meilleurs emplois. Notre plan dit « oui » pour Passer à l'action : ○ Rebâtir l'économie de l'Ontario ○ Construire des autoroutes et des infrastructures essentielles ○ Travailler pour les travailleurs ○ Réduire les coûts ○ Un plan pour rester ouvert

Parti vert de l'Ontario

Our priorities for Francophone affairs are:
● Restoring the independent office of the French Language Services Commissioner.
● Supporting the University of Sudbury in becoming a northern university by and for Francophones.
● Ensuring that interpreters, translators, or multilingual written materials are available in publicly funded services. Improving awareness of their availability.
● Providing tools for nonprofits to have french language resources.

● Creating incentives to increase the number of French-speaking individuals in teachers college programs.

Nos priorités en matière de francophonie sont :

- *Retourner à une indépendance du commissariat au services en français.*
- *Appuyer l'Université de Sudbury pour qu'elle devienne l'université du Nord par et pour les francophones.*
- *S'assurer que des interprètes, des traducteur.trice.s ou que le matériel écrit soient disponibles dans les services publics. Améliorer leur disponibilité.*
- *Fournir des outils aux organismes à but non lucratif pour avoir des ressources en français.*
- *Créer des incitatifs pour augmenter le nombre de personnes francophones dans les programmes collégiaux d'enseignement.*

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Les néo-démocrates ont déjà fait le travail nécessaire en développant et en proposant une loi visant à moderniser la Loi sur les services en français et en feraient une priorité pour les affaires francophones. Il est également important que nous ne perdions pas plus de temps pour combler les lacunes dévastatrices en matière d'éducation en français suite à la perte des nombreux programmes en français à l'Université Laurentienne.

Question 3 : Si votre parti politique est appelé à former le gouvernement, avez-vous l'intention d'apporter des amendements à la *Loi sur les Services en français* et/ou des changements à des règlements touchant la francophonie et si oui lesquels? / ***If your party is called upon to form the government, do you intend to make changes to the French Language Services Act and/or changes to regulations involving the Francophone community? If so, please specify.***

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Le Parti PC de l'Ontario a promis, au début de notre mandat, de moderniser la *Loi sur les services en français* afin de refléter les besoins du 21e siècle. En décembre 2021, le gouvernement progressiste-conservateur de l'Ontario a fait exactement cela et a modernisé la *Loi sur les services en français*.

La modernisation de la Loi comprend les changements suivants :

- Reconnaissance de la diversité de la communauté francophone.
- Détermination du droit des personnes à recevoir des services en français selon le principe de l'offre active.

    - L'offre active signifie que les services en français devant être fournis pas les ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario sont, non seulement disponibles, mais également portés à l'attention du client dès le premier contact, c'est-à-dire en prenant toute mesure prescrite à cette fin par la Loi.
- Création d'un nouveau pouvoir permettant d'ajouter des points de services gouvernementaux désignés partout dans la province, y compris à l'extérieur des zones désignées en vertu de la Loi.
- Création de nouveaux outils de responsabilisation pour mieux prescrire la prestation de services et de communications en français.
- Ajout d'un pouvoir de réglementation pour la traduction des règlements gouvernementaux afin d'accroître la responsabilité.
- Actualisation de la Loi pour refléter le passage d'un Office des affaires francophones à un Ministère des Affaires francophones. Inclusion d'une nouvelle fonction du ministre en ce qui concerne la promotion des affaires francophones et la prestation de services en français.
- Poursuite de l'actuel Comité consultatif provincial sur les affaires francophones dans la législation afin d'assurer la continuité et un processus consultatif permanent.
- Fournir une révision de la Loi au moins une fois tous les 10 ans.

Parti vert de l'Ontario

No. Any future changes would only be done in consultation with the Francophone community.

Non, tout changement futur sera fait uniquement en consultation avec la communauté francophone.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Oui. Le NPD a déjà déposé à deux reprises un projet de loi qui aurait apporté une réelle modernisation de la Loi sur les services en français, y compris l'élimination du système de désignation régionale afin que les Ontarien·nes puissent avoir accès à des services en français partout en Ontario, l'exigence que les agences gouvernementales et les institutions publiques utilisent un affichage bilingue, et le renforcement d'accès aux tribunaux judiciaires et administratifs en français.

La Loi proposé par le NPD crée ou proroge également, selon le cas, l'Office de la communauté franco-ontarienne et le Conseil consultatif sur la communauté franco-ontarienne; restaure le poste de commissaire aux services en français en tant qu'officier indépendante de l'Assemblée, crée un réseau de coordonnateurs des services en français dans l'ensemble des organismes gouvernementaux et des institutions publiques, un programme d'appui aux droits linguistiques

et un Fonds de promotion de la communauté franco-ontarienne.

Nous vous invitons également à consulter notre plateforme francophone pour plus d'info.

Parti libéral de l'Ontario

Oui. Le Parti libéral de l'Ontario s'engage à restaurer la fonction du commissaire indépendant aux services en français. Si élu, notre gouvernement passera rapidement à la nomination d'une ou d'un commissaire et au financement de son bureau. La ou le commissaire indépendant pourra déposer à l'Assemblée législative des recommandations pour améliorer la Loi sur les Services en français. Au-delà de ces actions, le Parti libéral de l'Ontario s'engage à assurer que les Ontariennes et les Ontariens d'expression française aient accès aux services en français partout en province et à faire les changements règlementaires nécessaires pour y arriver.

Thème 2 : La pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue / The shortage of Francophone and bilingual labour

La pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue représente le plus grand défi à l'élargissement de la francophonie ontarienne. La pandémie de la COVID-19 n'a fait qu'accentuer cette pénurie. Le continuum de l'éducation de langue française de la petite enfance au postsecondaire, l'immigration francophone et l'immersion sont trois facteurs qui ont le potentiel d'augmenter la main-d'œuvre francophone et bilingue. / ***The shortage of Francophone and bilingual labour is the greatest challenge to widening the sphere of Ontario's Francophone community. The COVID-19 pandemic has compounded the problem. Three factors that could potentially increase the pool of Francophone and bilingual workers are: the French language education continuum from early childhood to post-secondary education, Francophone immigration and French immersion.***

Question 4 : Votre parti politique s'engage-t-il à accorder un financement de base à l'Université de Sudbury et à ce qu'elle devienne à terme la seule institution universitaire offrant une programmation de langue française dans le Moyen-Nord? / ***Does your party commit to providing core funding to Université de Sudbury and to making Université de Sudbury the sole institution responsible for providing French language university programming in mid-northern Ontario?***

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens would provide funding support to the University of Sudbury to become a northern university by and for Francophones.

Les Verts de l'Ontario appuieraient via un Fonds l'Université de Sudbury afin qu'elle devienne l'université du Nord par et pour les francophones.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Oui, nous appuierions le transfert des programmes en français à l'Université de Sudbury tout en assurant la protection des emplois des enseignants francophones et en investissant pour garantir une Université de Sudbury qui soit par, avec et pour les francophones.

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario s'engage à faire de l'Université de Sudbury une université autonome, francophone et à part entière. Nous sommes sans équivoque que la programmation de langue française sera la responsabilité unique de l'Université de Sudbury et qu'elle sera appuyée par les mêmes programmes et le même financement que les autres universités ontariennes.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Nous sommes le seul gouvernement qui a consacré deux universités françaises – l'Université de Hearst et l'Université de l'Ontario français (UOF). En tant qu'établissement autonome conférant des grades universitaires, l'Université de Hearst a maintenant une gouvernance et des administrations indépendantes, ce qui lui donne la souplesse nécessaire pour se développer et explorer la possibilité d'offrir de nouveaux programmes aux collectivités du Nord de l'Ontario. En proposant plus d'options aux étudiantes et étudiants, cet établissement de qualité favorisera l'accès à l'éducation postsecondaire dans le Nord, en particulier l'éducation en langue française à Hearst.

Sous la direction du premier ministre Doug Ford, l'Université de l'Ontario français (UOF) a tenu sa cérémonie d'inauguration à Toronto le 12 novembre 2021. L'Université de l'Ontario français (UOF) est un établissement innovant axés sur la création et la mobilisation des connaissances en français. Gouvernée par et pour les francophones de l'Ontario, elle offre une éducation résolument connectée sur le monde favorisant un exercice écoresponsable de la citoyenneté.

La première étape pour la création d'une université est l'évaluation du CEQEP. Nous sommes heureux d'avoir référé l'Université de Sudbury au CEQEP et attendons avec impatience la recommandation.

Question 5 : Quelle est votre vision pour assurer un continuum d'éducation de langue française fort en Ontario, de la petite enfance au postsecondaire? / ***What is your vision for ensuring a***

strong continuum of French language education in Ontario from early childhood education to post-secondary education?

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Tout d'abord, nous n'aurions pas permis la perte des programmes d'enseignement francophones à l'Université Laurentienne et nous travaillerons à les rétablir à l'Université de Sudbury afin de pouvoir former plus d'enseignant.es en français. Nous investirons pour embaucher 20 000 enseignant·es et travailleurs et travailleuses en éducation, y compris les francophones, et investir dans des programmes d'enseignement réparateur au sein des écoles, pour aider les élèves à reprendre pied après deux années de perturbations. Nous nous engageons à s'assurer que les élèves peuvent avoir accès à l'apprentissage en français près de chez eux : nous examinerons le processus d'octroi de permis pour les nouvelles écoles, afin de nous assurer que les élèves de partout à travers la province peuvent avoir accès à l'apprentissage en français. Nous allons aussi mettre sur pied un Groupe de travail pour adresser la pénurie d'enseignant·es dans le système scolaire de langue française et faire appliquer ses recommandations, afin d'aider nos écoles de langue française à s'épanouir.

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario s'engage à annuler la construction imprudente de l'autoroute 413. Avec les 10 milliards de $ dédié à ce tronçon d'autoroute, nous nous engageons de financer des centaines de projets de construction de nouvelles écoles et la réfection ou l'agrandissement d'écoles — y compris les écoles de langue française. Les ayants droit à l'éducation en langue française méritent des écoles construites à leur image et près de leurs communautés.

Nous prévoyons embaucher 10 000 nouveaux enseignants pour réduire la taille des classes et pour combler la pénurie critique dans les écoles de langue française. Nous recruterons, formerons et garderons aussi plus d'enseignants de langue française, notamment en simplifiant le processus d'embauche des nouveaux arrivants qualifiés. Pour les enfants d'âge préscolaire, nous augmenterons considérablement le nombre d'éducateurs de la petite enfance de langue française pour les garderies et les centres de la petite enfance de l'Ontario.

Et, parce que nous savons que les élèves ont souvent besoin d'un soutien accru avant de faire la transition vers le postsecondaire, nous allons offrir à nouveau une 13e année d'étude facultative ce qui permettra aux élèves francophones de se perfectionner, au besoin, avant la transition vers des établissements de langue française ou bilingue.

Étant donné que de plus en plus d'Ontariens choisissent un programme d'immersion française pour leurs enfants, le système actuel peut limiter l'accès et créer des inégalités. Nous nous informerons sur la meilleure façon d'accroître un accès équitable aux programmes d'immersion en français et la meilleure façon d'investir dans des écoles nouvelles et réparées

pour répondre à la demande d'éducation en français.

Au postsecondaire, nous nous engageons à investir dans un réseau universitaire francophone pour augmenter le choix aux étudiants et pour offrir une expérience étudiante unique et entièrement en français. Nous travaillerons à réduire les obstacles au transfert de crédits et investirons dans des modèles d'apprentissage postsecondaire rentables, comme MobiliCité de La Cité.

Finalement, un gouvernement va investir dans le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) pour aider les étudiantes et étudiants à payer leurs études collégiales et universitaires. Nous annulerons ces coupures néfastes, en accordant beaucoup plus de subventions que les étudiants n'auront jamais à rembourser. Nous empêcherons également la hausse des frais de scolarité et éliminerons les intérêts afin que les prêts étudiants actuels et futurs soient plus faciles à rembourser, tout en augmentant le soutien aux apprentis.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Doug Ford et les PC de l'Ontario renforcent l'éducation en langue française par le biais d'une nouvelle stratégie sur quatre ans visant à recruter, former et retenir un plus grand nombre d'enseignants francophones. Cette stratégie permettra de remédier au manque actuel d'enseignants de français et de garantir aux familles qui travaillent un accès continu à une éducation de qualité en langue française dans le système d'enseignement public. Pour soutenir la réussite de la mise en oeuvre de la stratégie, l'Ontario investira 12,5 millions de dollars au cours des quatre prochaines années.

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens will create incentives to increase the number of French-speaking individuals in teachers college programs. By restoring the independent office of the French Language Services Commissioner we will receive additional feedback and approaches to further improve French language education.

Les Verts de l'Ontario mettront en place des incitatifs pour augmenter le nombre de personnes francophones dans les programmes collégiaux d'enseignement. En rétablissant le commissariat aux services en français, nous recevrons plus de rétroactions et des moyens pour améliorer l'éducation en français.

Question 6 : Est-ce que votre parti politique s'engage à atteindre sa cible de 5 % en matière d'immigration francophone dans le(s) programme(s) de responsabilité provinciale? / ***Is your party committed to attaining its 5% target for Francophone immigration in the program(s) that are under provincial responsibility?***

Parti libéral de l'Ontario

Oui. L'immigration en Ontario est actuellement une question d'ordre fédéral, mais il est temps que l'Ontario prenne en charge sa propre immigration et prenne le contrôle des personnes que nous accueillons dans notre province, tout comme le Québec l'a fait. L'Ontario sait mieux que quiconque quelles sont les compétences dont elle a besoin, alors l'Ontario devrait être aux commandes. Nous veillerons également à ce qu'un ministre de l'Immigration dévoué aide ces nouveaux arrivants à travailler dans leur domaine d'expertise et développe une nouvelle génération d'entrepreneurs — notamment en créant une voie vers la résidence permanente pour les diplômés internationaux des universités et collèges de l'Ontario qui investissent dans une entreprise locale ou l'achètent.

Nous sommes conscients des difficultés éprouvées par les étudiantes et étudiants internationaux venant de pays francophones pour étudier dans nos établissements de langue française et bilingue et nous déplorons que l'éducation en langue française à l'extérieur du Québec ne soit pas valorisée par IRCC. C'est pourquoi, avec un contrôle sur notre immigration, l'Ontario pourra faire les choix qui répondent en mieux aux besoins de nos communautés partout en province et pour nous permettre de rencontrer la cible de 5 % en matière d'immigration francophone.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Doug Ford et le Parti PC de l'Ontario travaillent pour les travailleurs en investissant 15,1 millions de dollars supplémentaires sur trois ans pour améliorer et élargir le Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI). Cet investissement s'appuie sur le programme pilote d'entrepreneuriat lancé récemment et permettra à l'Ontario d'attirer des immigrants qualifiés pour combler la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs où la main-d'œuvre locale ne suffit pas. La désignation de nouveaux arrivants pour venir travailler en Ontario aide à répondre aux besoins de notre économie croissante en contribuant à pourvoir des emplois dans les secteurs des soins de santé, de la programmation informatique, du développement Web et du camionnage. Alors que près de 120 000 immigrants de la catégorie de l'immigration économique sont arrivés au Canada en 2021, seulement 9 000 nouveaux arrivants ont été désignés dans le cadre du Programme ontarien des candidats à l'immigration cette année-là. Une augmentation de l'allocation des candidatures permettrait à l'Ontario de combler les lacunes ciblées du marché du travail dans la province et de stimuler la croissance économique globale. C'est pourquoi le Parti PC continue de demander aux fonctionnaires fédéraux de

l'immigration de doubler l'allocation de l'Ontario pour l'année à venir.

Notre gouvernement a dépassé la cible de 5% et nous continuerons de le faire.

Parti vert de l'Ontario

Yes

Oui

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Oui, de plus nous nous engageons à élargir le Programme ontarien des candidats à l'immigration pour attirer plus d'immigrant·es qualifié·es en Ontario.

Nous créerons une stratégie d'accès linguistique : Nous consulterons les communautés concernées pour mettre en oeuvre cette stratégie à l'échelle de la province dès notre premier mandat. Nous ferons un travail de sensibilisation concernant les options existantes en matière de services linguistiques à travers une campagne « services linguistiques disponibles ici », et nous proclamerons le 22 février Journée de l'accès linguistique.

Nous allons tout de suite faire adopter le projet de loi de Madame Doly Begum, intitulé Loi pour un traitement équitable des travailleurs ontariens formés à l'étranger, qui traite des obstacles en matière de reconnaissance des titres de compétences des profesionnel·les formé·es à l'international. Nous créerons un programme de jumelage à l'emploi pour garantir que les médecins formés à l'international acquièrent une expérience professionnelle en Ontario, et pour faciliter la reconnaissance de l'expérience clinique des infirmières et infirmiers formé·es à l'étranger.

Thème 3 : L'accès à des soins de santé et des soins de longue durée en français / *Access to French language health care and long-term care services*

L'accès à des services de santé en français et l'accès à des soins de longue durée en français sont des priorités récurrentes dans tous les sondages de l'AFO. Les francophones de partout en province peinent à trouver des médecins de famille francophones. De plus, il existe une énorme disparité régionale sur l'accès à des soins de santé et de longue durée en français. / ***Access to French language health care and long-term care services are priorities that are repeatedly stated in all of the AFO's surveys. Francophones across the province cannot easily find a***

French-speaking family doctor. There are also wide regional disparities with regards to accessing French language health care and long-term care.

<u>Question 7</u> : Sachant que les francophones ont de la difficulté à obtenir des soins de santé, de longue durée et en santé mentale et dépendance en français, que comptez-vous faire pour y remédier? / ***Given that it is difficult for Francophones to obtain French language health care, long-term care and mental health and addiction services, what do you intend to do to alleviate this problem?***

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Un Parti PC réélu poursuivra ses efforts continus pour bâtir un système de santé plus fort, plus résilient et mieux préparé à répondre aux crises. Le Plan pour rester ouvert de l'Ontario cherchera à combler les lacunes de longue date dans trois axes principaux, notamment l'augmentation du personnel de santé de la province, la consolidation de la production nationale de fournitures essentielles et la création d'un plus grand nombre de lits d'hôpitaux. Le Parti PC de l'Ontario s'apprête à lancer sa nouvelle subvention « Apprendre et rester ». Le programme commencera avec 81 millions de dollars sur les deux prochaines années pour étendre le programme d'engagement communautaire pour le personnel infirmier dans le but de rembourser les frais de scolarité complets de pas de moins de 1 500 infirmières et infirmiers diplômés chaque année en contrepartie de leur engagement à exercer dans une collectivité mal servie. Dans les années à venir, les communautés rurales dans le Nord auront accès à un bassin de diplômés diversifiés et talentueux pour servir dans leurs communautés et soutenir la prestation locale de soins de santé que tous les Ontariens méritent.

Les PC de l'Ontario ont investi 5,9 millions de dollars sur deux ans dans le cadre du Programme de subventions d'aide aux victimes (Programme de SAV) afin d'améliorer la capacité de soutenir les survivants de la violence conjugale et de la traite des personnes. Grâce au soutien du gouvernement fédéral, des fonds seront versés à 37 services de police qui collaborent avec des organisations et des partenaires communautaires locaux dans toute la province. Parmi les bénéficiaires, on trouve le Service de police de Belleville, le Service de police de Cornwall et la PPO de Hawkesbury.

Parallèlement au Programme de SAV, le gouvernement PC de l'Ontario prévoit d'investir un montant additionnel de 2 millions de dollars par année dans le programme Aide immédiate aux victimes de l'Ontario (AIVO) pour garantir que les victimes d'actes criminels et leurs familles témoins ont accès aux services et soutiens dont ils ont besoin. Ce financement aidera 46 organismes offrant le programme AIVO dans toute la province à répondre à la demande accrue de services de première ligne et à aider les victimes à obtenir des soutiens au moment et à l'endroit où elles en ont le plus besoin.

La COVID-19 a eu des répercussions sur la santé mentale des Ontariens de tous horizons et souligne la nécessité d'un plan à long terme pour répondre à la pandémie. Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel de fournir un soutien en matière de santé mentale à ceux qui en ont

le plus besoin. Un système de santé mentale solide peut également empêcher les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale d'atteindre un point de crise et contribue à garantir que les patients puissent accéder à un soutien quand et où ils en ont besoin. Dans le budget 2022 du gouvernement PC de l'Ontario, nous investissons 204 millions de dollars supplémentaires pour tirer parti des investissements et des réalisations à ce jour, et pour continuer à aller de l'avant en élargissant les services existants, en mettant en œuvre des solutions novatrices et en améliorant l'accès aux services de santé mentale et aux services complémentaires. Cet investissement s'appuie sur Vers le mieux-être 2020, une stratégie provinciale visant à répondre aux besoins de longue date en matière de santé mentale et de toxicomanie, avec un investissement historique de 3,8 milliards de dollars sur 10 ans.

Pendant notre mandat, le gouvernement PC a modifié la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées (LPSR), afin de réduire les obstacles auxquels se heurtent les personnes qui veulent s'inscrire à l'ordre des professionnels de la santé, y compris les professionnels formés à l'étranger. Les modifications interdisent aux ordres professionnels d'exiger une expérience au Canada comme critère d'admissibilité à l'inscription, sous réserve des dispenses prévues par les règlements d'application. Le retrait des obstacles indus est un atout pour relever certains défis liés aux ressources humaines en santé tout en continuant de veiller à ce que des normes appropriées soient en place pour prodiguer des soins de haute qualité aux patients.

L'équipe PC de l'Ontario a une initiative visant à augmenter le nombre de places dans les facultés de médecine en créant 295 postes aux cycles supérieurs et 160 places au premier cycle au cours des cinq prochaines années et a un plan pour passer à l'action. Il s'agit de la plus grande expansion de places en médecine de premier cycle et de troisième cycle en plus de 10 ans et vise à accroître l'accès aux médecins de familles et spécialistes ainsi qu'à d'autres professionnels de la santé partout à travers la province. Les nouvelles places de premier cycle et de troisième cycle se répartissent comme suit :

- Création d'une nouvelle école de médecine Ryerson à Brampton
- Création de l'Académie de médecine et de santé intégrée de l'Université de Toronto à Scarborough
- Agrandissement du campus en soins de santé Queen's-Lakeridge pour répondre aux besoins de la région de Durham
- Augmentation du nombre de places en formation médicale à l'École de médecine du Nord de l'Ontario pour répondre aux besoins des régions rurales et du Nord de l'Ontario
- Augmentation du nombre de places en formation médicale à l'Université d'Ottawa, à l'Université Western et à l'Université McMaster

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens will strengthen obligations for long-term care licensees to respect and recognise residents' gender identity, as well as their social, cultural, spiritual, and language

care needs. We will improve the availability of supports and services in other languages, including French and Indigenous languages, and encourage service providers and programs (including health and mental health) to reflect the experiences and perspectives of the populations they serve. We will ensure that interpreters, translators, or multilingual written materials are available in publicly funded services and improve awareness of their availability when alternatives are not available.

Les Verts de l'Ontario renforceront l'obligation pour les foyers de soins de longue durée qui ont un permis de respecter et de reconnaître l'identité de genre des résident.e.s, ainsi que que leurs besoins de soins au niveau social, culturel, spirituel et linguistique. Nous améliorerons la disponibilité des aides et des services dans les autres langues, y compris le français et les langues autochtones et nous encourageons les fournisseurs de services et programmes (y compris ceux en santé et en santé mentale) à prendre en compte l'expérience et les perspectives des populations qu'ils desservent. Nous nous assurerons d'avoir des interprètes, des traducteur.trice.s ou du matériel disponible en plusieurs langues dans les services publics et nous améliorerons la communication autour de leur disponibilité quand une autre alternative n'est pas disponible.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Nous allons :

- investir dans notre système de santé et établir un système de santé mentale publique. Nous s'assurerons que, dès le début, le ministère de la Santé fait de la langue française un élément clé de son processus de planification, tout en augmentant le nombre de centres de santé communautaires, de foyers de soins de longue durée, et de services en matière de santé mentale et dépendances par et pour les francophones.
- bâtir 20 centres de santé communautaires – des centres nouveaux ou des centres satellites – qui répondent aux besoins uniques des communautés autochtones, francophones et mal desservies du Nord de l'Ontario; ces centres seront bâtis dans les communautés qui en ont le plus besoin, y compris dans le district de Kenora, dans le district de Cochrane et dans le district d'Algoma (Sault-Sainte-Marie); nous allons également élargir les services de soins primaires grâce à des équipes de santé familiale dirigées par les communautés et grâce à d'autres équipes de santé intégrées.
- rétablir un programme de formation des sages-femmes à Sudbury, afin d'appuyer les sages femmes francophones et les familles francophones

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario a un plan sûr pour assurer que les Ontariennes et les Ontariens

aient accès aux services de santé dont ils ont besoin. Spécifiquement nous nous engageons à :

- Garantir des soins à domicile à toutes celles et à tous ceux qui en ont besoin
- Mettre fin aux soins de longue durée à but lucratif
- Augmenter les pensions de 1 000 $ pour les personnes âgées qui en ont besoin
- Résorber l'arrière chirurgical et fixer des délais d'attente maximums
- Garantir l'accès à un médecin ou à une infirmière praticienne dans les 24 heures
- Rendre plus disponible l'aide en matière de santé mentale en formant 3 000 nouveaux professionnels de la santé mentale et de toxicomanie et pour embaucher 1 000 professionnels de plus pour veiller à ce qu'aucun enfant n'attende pour les soins de santé mentale.

Pour s'assurer que les francophones pourront accéder à des services de qualité en français, peu importe où ils vivent, nous investirons dans de meilleures solutions numériques et à distance lorsque le personnel bilingue n'est pas disponible. Dans le domaine des soins de santé, nous créerons une main-d'œuvre plus bilingue et travaillerons avec des partenaires fédéraux pour augmenter le nombre d'étudiants internationaux francophones qui étudient dans les programmes de soins de santé de l'Ontario. Nous consulterons aussi la communauté francophone pour élaborer une stratégie de santé en français axée sur la recherche des lacunes en matière de services. Et nous identifierons d'autres moyens d'améliorer l'accès aux services de santé en français, notamment en ajoutant la langue préférée aux cartes Santé de l'Ontario.

Question 8 : Si votre parti est porté au pouvoir, vous engagez-vous à assujettir les bureaux de santé publique locaux à la *Loi sur les services en français*? / ***If your party comes to power, will you commit to making local public health units subject to the French Language Services Act?***

Parti vert de l'Ontario

Yes.

Oui.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Oui.

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario s'engage à consulter la population francophone, les organismes communautaires et les bureaux de santé publique pour déterminer les mesures nécessaires à prendre pour garantir que les travaux de santé publique soient livrés en français, et ce, particulièrement en temps de crise. L'accès à l'information sûr et en français est un enjeu de santé publique.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Nous allons continuer de travailler avec les bureaux de santé publique afin d'assurer des services en français de qualité.

Question 9 : La pandémie a aggravé considérablement le problème de ressources humaines en santé, dont le personnel francophone et bilingue. Quelle est votre stratégie pour former et attirer davantage de professionnelles et de professionnels francophones et bilingues en santé et en soins de longue durée? / ***The pandemic has significantly compounded the lack of human resources in the health care sector, including Francophone and bilingual workers. What is your strategy for training and attracting more Francophone and bilingual professionals in the fields of health care and long-term care?***

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Nous allons:

- déployer notre stratégie pour recruter, retenir et appuyer des travailleurs et travailleuses de la santé de toute catégorie pour nous assurer de disposer des travailleurs et travailleuses de la santé francophones dont les communautés ont grand besoin.
- développer des services de soins de longue durée et des services de soins à domicile en français, dans le cadre de notre plan pour bâtir un nouveau système de soins de longue durée, à domicile et communautaires – un système qui soit public et à but non lucratif. Andrea Horwath et le NPD s'assureront que chaque dollar consacré aux soins de longue durée va directement vers les soins et nos pas vers les profits des grandes entreprises.
- rendre les services à domicile conformes aux besoins des communautés : nous créerons des ressources culturellement adaptées pour les programmes de soins communautaires et de soins à domicile et nous développerons, à l'échelle de la province, un programme de jumelage à l'emploi pour attirer et jumeler des PSSP et d'autres travailleurs et travailleuses en soins à domicile dans des communautés dont ils connaissent la langue et la culture.
- créer un nouveau modèle de soins de longue durée dans des petites maisons dans toutes les communautés incluant des maisons francophones dans les quartiers francophones.

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario reconnaît que la province de l'Ontario doit prendre les mesures nécessaires pour combler rapidement à la pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue dans tout le continuum des soins de santé et pour préparer la prochaine génération de professionnels en santé.

Comment mentionné, et pour nous assurer de pouvoir avancer rapidement, nous allons négocier avec le gouvernement du Canada pour obtenir un plus grand contrôle sur l'immigration au même niveau que le Québec. Ce contrôle permettrait au gouvernement de mieux arrimer nos besoins en immigration avec nos besoins en main-d'œuvre et pour l'outiller à atteindre ses objectifs en matière d'immigration francophone. Nous nous engageons aussi à travailler avec les établissements postsecondaires et les ordres professionnels pour accélérer la reconnaissance des grades et des acquis de celles et de ceux-ci afin d'intégrer rapidement le marché du travail et d'y contribuer à leur plein potentiel.

Nous allons aussi abolir la Loi 124 des conservateurs qui limite la capacité d'augmenter les salaires des professionnels publics et parapublics afin d'offrir un salaire compétitif et de faire de la province de l'Ontario un réel pôle d'attraction de main-d'œuvre qualifiée et pour assurer une dignité économique aux travailleurs de l'Ontario.

Pour que les jeunes francophones et les personnes bilingues de l'Ontario demeurent dans les systèmes d'éducation en langue française tout au long du continuum, nous allons nous assurer que les établissements postsecondaires de langue française et bilingue offrent les programmes nécessaires pour former la prochaine génération de professionnels de la santé. Les jeunes franco-ontariens pourront ainsi avoir confiance de pouvoir cheminer dans leurs études vers des débouchés professionnels sûrs et en forte demande.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Pendant notre mandat, le gouvernement PC a modifié la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* (LPSR), afin de réduire les obstacles auxquels se heurtent les personnes qui veulent s'inscrire à l'ordre des professionnels de la santé, y compris les professionnels formés à l'étranger. Les modifications interdisent aux ordres professionnels d'exiger une expérience au Canada comme critère d'admissibilité à l'inscription, sous réserve des dispenses prévues par les règlements d'application. Le retrait des obstacles indus est un atout pour relever certains défis liés aux ressources humaines en santé tout en continuant de veiller à ce que des normes appropriées soient en place pour prodiguer des soins de haute qualité aux patients.

L'équipe PC de l'Ontario a une initiative visant à augmenter le nombre de places dans les

facultés de médecine en créant 295 postes aux cycles supérieurs et 160 places au premier cycle au cours des cinq prochaines années et a un plan pour passer à l'action. Il s'agit de la plus grande expansion de places en médecine de premier cycle et de troisième cycle en plus de 10 ans et vise à accroître l'accès aux médecins de familles et spécialistes ainsi qu'à d'autres professionnels de la santé partout à travers la province. Les nouvelles places de premier cycle et de troisième cycle se répartissent comme suit :

- Création d'une nouvelle école de médecine Ryerson à Brampton
- Création de l'Académie de médecine et de santé intégrée de l'Université de Toronto à Scarborough
- Agrandissement du campus en soins de santé Queen's-Lakeridge pour répondre aux besoins de la région de Durham
- Augmentation du nombre de places en formation médicale à l'École de médecine du Nord de l'Ontario pour répondre aux besoins des régions rurales et du Nord de l'Ontario
- Augmentation du nombre de places en formation médicale à l'Université d'Ottawa, à l'Université Western et à l'Université McMaster

De plus, le bac en sciences infirmières aux collèges francophones va aussi aider à la formation de plus d'infimier.es.

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens will improve the availability of supports and services in other languages, including French and Indigenous languages, and encourage service providers and programs to reflect the experiences and perspectives of the populations they serve. We will address the staffing crisis in healthcare by:
● Establishing a nurse-led task force to make recommendations on matters related to the recruitment, retention and safety of nurses (French healthcare providers will be included on the task force).
● Immediately repealing Bill 124 and the problematic sections of Bill 106 and allowing all healthcare workers to bargain collectively for fair wages. Until then, providing a minimum hourly wage rate of $35 to registered practical nurses and $25 to personal support workers.
● Increasing nursing program enrollments by 10% every year for 7 years and the number of trained nurse practitioners by 50% by 2030 to enable us to meet our target of at least 30,000 additional nurses.
● Supporting certification upgrades for healthcare workers through expanded bridging programs at publicly funded post-secondary institutions.
● Fast-tracking credential approvals for 15,000 international healthcare workers, including nurses and personal support workers.

Les Verts de l'Ontario amélioreront la disponibilité des aides et services dans les autres langues, y compris le français et les langues autochtones, et nous encourageons les

fournisseurs de services et programmes (y compris ceux en santé et en santé mentale) à prendre en compte l'expérience et les perspectives des populations qu'ils desservent. Nous répondrons à la crise du personnel dans les soins de santé en :
● établissant un groupe de travail géré par les infirmier.e.s pour faire des recommandations sur le recrutement, la rétention et la sécurité des infirmier.e.s (les fournisseurs de soins de santé francophones seront inclus dans ce groupe de travail)
● Abrogeant immédiatement la Loi 124 et les sections problématiques de la Loi 106 et permettant à tout le personnel des soins de santé de négocier collectivement des salaires justes. Ensuite, en fournissant un taux minimal horaire de 35 $ pour les infirmier.e.s praticien.ne.s et de 25 $ pour le personnel de soutien.
● Augmentant les inscriptions dans les programmes infirmiers de 10 % chaque année pendant 7 ans et le nombre d'infirmier.e.s praticien.ne.s formé.e.s de 50 % d'ici 2030 pour permettre d'atteindre l'objectif d'au minimum 30 000 infirmier.e.s supplémentaires.
● Appuyant la mise à jour des accréditations des travailleur.euse.s de la santé via un plus grand nombre de programmes transitoires dans les institutions postsecondaires publics.
● Accélération de l'approbation des accréditations pour 15 000 travailleur.euse.s internationaux.ales de santé, y compris les infirmier.e.s et les préposé.e.s aux services de soutien personnel.

Thème 4 : Agrandir l'espace francophone en Ontario / *Widening Ontario's Francosphere*
Depuis l'adoption de la nouvelle *Loi sur les services en français*, le gouvernement a le pouvoir de désigner des services sous la *Loi* dans des régions non désignées. Actuellement, 20 % des francophones habitent des régions non désignées et n'ont ainsi pas accès à des services en français. / ***With the adoption of the new French Language Services Act, the government has the power to designate services under the Act in non-designated regions. Currently, 20% of Ontario's Francophones live in non-designated regions of the province and don't have access to French language services.***

Question 10 : Comment projetez-vous de vous servir de la numérisation des services publics pour augmenter l'offre de services en français partout en Ontario? / ***How do you plan to use the digitization of public services as an opportunity to increase French language services all across Ontario?***

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario s'engage à tirer profit de la transition numérique pour augmenter les façons dont les Ontariennes et les Ontariens peuvent accéder aux services là et où ils en ont besoin. Le Parti s'engage de mener un gouvernement plus ouvert, transparent et ancré dans l'ère numérique et ses possibilités. Notre plateforme s'engage à développer des services en français numérique pour palier au manque de services dans les quatre coins de la province et à tirer profit du savoir et de l'expérience des organismes, des établissements postsecondaires et des PME francophones et bilingues de la province.

Les Ontariens s'attendent à ce que leur gouvernement soit efficace et performant. Chaque dollar dépensé par le gouvernement au nom de la population doit être mis à profit pour avoir le plus grand impact positif. Nous veillerons à ce que tout argent dépensé par le gouvernement provincial et le secteur public au sens large réponde à un critère d'optimisation des ressources en améliorant les marchés publics grâce à des systèmes plus coordonnés, transparents, équitables et faciles à naviguer. Nous veillerons à ce que les organismes et les entreprises francophones aient un accès équitable pour participer à cette transformation numérique comme toutes PME ontariennes. Cela renforcera le pouvoir d'achat de l'Ontario et permettra aux petites et moyennes entreprises de l'Ontario de soumettre plus facilement des offres, y compris des offres spontanées, pour remporter des contrats publics sur un pied d'égalité.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

En février 2022, le Parti PC de l'Ontario a respecté son engagement envers la communauté francophone de la province en uniformisant et en numérisant le processus des prestataires de services qui désirent obtenir une désignation en tant qu'organisme de la fonction publique en vertu de la *Loi sur les services en français*. Ce processus révisé s'inscrit dans le cadre de la Stratégie pour les services en français du gouvernement qui vise à améliorer l'accès et la qualité des services de langue française en Ontario.

En modernisant la Loi, nous souhaitons énoncer le droit des personnes à recevoir des services en français selon le principe de l'offre active. L'offre active signifie que les services en français devant être fournis par les ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario sont, non seulement disponibles, mais également portés à l'attention du client dès le premier contact, c'est-à-dire en prenant toute mesure prescrite à cette fin par la Loi.

Le nouveau processus rend la demande d'une désignation plus facile et plus rapide pour les organismes :

- en simplifiant les exigences pour obtenir une désignation
- en établissant un délai de traitement plus court, inférieur à 12 mois en moyenne
- en numérisant l'ensemble du processus grâce à une nouvelle plateforme en ligne qui permet aux organismes de remplir leur demande en format numérique

À la suite de consultations exhaustives avec les parties prenantes internes et externes en 2019, le ministère des Affaires francophones a établi des exigences rigoureuses et actualisées qui ont été testées dans la communauté par le biais d'un projet pilote afin d'offrir le nouveau délai raccourci. Les fournisseurs de services qui deviennent des organismes de services publics en vertu de la Loi s'engagent à protéger et à promouvoir leur offre de services de qualité en français. Le processus de désignation est en place depuis 1994 et aide le gouvernement à respecter son obligation de veiller à ce que les francophones aient un accès aux services gouvernementaux conformément aux exigences de la Loi.

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens will ensure that online materials released by organizations in the public sector are available in French wherever possible. We will also provide tools for nonprofits to have online French language resources.

Les Verts de l'Ontario assureront que les documents numériques partagés par les organismes dans le secteur public seront disponibles en français autant que possible. Nous allons également offrir des outils aux organismes sans but lucratif pour qu'ils puissent offrir des ressources numériques en français.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

En plus de notre engagement à éliminer le système de désignation régionale pour que la Loi sur les services français s'applique partout en Ontario, notre plateforme s'engage à augmenter le financement provincial pour les services de bibliothèque numériques en particulier, reconnaissant le rôle vital que les bibliothèques publiques locales jouent au sein de nos communautés.

Thème 5 : Appuyer les organismes sans but lucratif / *Supporting not-for-profit organizations*

Les OSBL ont joué un rôle important durant la pandémie de la COVID-19 en assurant des services précieux. Les OSBL sont créateurs d'emplois et contribuent significativement à l'économie ontarienne. Le secteur doit être pris en compte dans la relance économique de la province. / ***Not-for-profit organizations have played a major role during the COVID-19 pandemic by providing valuable services. They are job creators and they bring a significant contribution to the province's economy.***

Question 11 : Votre parti politique s'engage-t-il à dédier un office et un ministre associé aux organismes sans but lucratif? / ***Is your party committed to dedicating an office and an Associate Minister for not-for-profit organizations?***

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Notre gouvernement a créé le Fond de secours COVID pour venir en aide aux organismes sans but lucratif afin d'aider les organismes francophones. Le fond a été géré avec succès par l'AFO. Nous continuerons d'être à l'écoute des besoins de la communauté

Parti vert de l'Ontario

We will develop a made-in-Ontario social enterprise strategy with the nonprofit and cooperative sectors to drive local job creation and support rural, remote, and urban self-reliance and create a stabilisation fund for the nonprofit sector to ensure that nonprofits and charities can help rebuild the economy and communities.We will provide tools for nonprofits to have French language resources and expand Digital Main Street to include non profit organizations.

Nous développerons une stratégie d'entreprise sociale faite en Ontario avec les OSBL et les organismes de bienfaisance qui aideront à rebâtir l'économie et les communautés. Nous offrirons des outils aux OSBL ce qui leur permettra d'avoir des ressources en français et de s'incorporer dans la voie numérique.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Les organisme sans but lucratifs ont connu deux années très difficiles. Nous allons apporter un appui et supportons l'idée d'un office ou une ministère associée.

Parti libéral de l'Ontario

Le Parti libéral de l'Ontario s'engage de planifier une transition rigoureuse et de nommer un conseil des ministres qui reflètent adéquatement les priorités des Ontariennes et des Ontariens et pour rebâtir la confiance envers leur gouvernement.

<u>Question 12</u> : Votre parti politique s'engage-t-il à outiller davantage les organismes sans but lucratif offrant des services gouvernementaux en français pour qu'ils comprennent leurs obligations face à la *Loi sur les services en français* et les mettent en application? Si oui, comment? / ***Is your party committed to empowering not-for-profit organizations that offer government services in French so that they can better understand and fulfill their obligations under the French Language Services Act? If so, how?***

Parti vert de l'Ontario

Ontario Greens will provide tools for nonprofits to have French language resources and expand Digital Main Street to include non profit organizations.

Les Verts de l'Ontario offriront des outils aux organismes sans but lucratif pour permettre un accès aux ressources en français et de les inclure dans la voie numérique.

Nouveau parti démocratique de l'Ontario

Oui, la mise à jour de la loi sur les services en français sera une bonne occasion d'éducation au sujet de la loi sur les services en français pour tous les organismes qui offrent des services gouvernementaux.

Parti libéral de l'Ontario

Le plan du Parti libéral de l'Ontario énonce notre engagement de veiller à ce que chaque Ontarien ait accès à des services en français et partout en province. Pour s'assurer que les francophones pourront accéder à des services de qualité en français, peu importe où ils vivent, nous investirons dans de meilleures solutions numériques et à distance lorsque le personnel bilingue n'est pas disponible. Pour ce faire, nous consulterons la communauté franco-ontarienne et ses organismes afin de nous assurer que les services développés satisfont les besoins. Nous nous engageons aussi à mieux nous servir des données qui existent aussi dans le secteur de service afin de compléter les données disponibles au gouvernement de l'Ontario.

Souvent, les organismes non francophones qui doivent livrer des services en français ont besoin d'un accompagnement. Nous étudierons les façons dont cet accompagnement peut se faire en tirant profit de la créativité et de l'expérience des organismes francophones dans la coordination des services et dans l'offre active. Car nous savons que les solutions existent et qu'il est important d'élargir l'accès aux services selon le besoin, les pratiques réussies et l'expérience des organismes francophones et bilingues qui ont développé cette expertise au fil des ans.

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Pour la deuxième année consécutive, les PC de l'Ontario ont versé 2 millions de dollars dans la communauté franco-ontarienne par le biais du Programme d'appui à la francophonie ontarienne. Au courant des dernières années, le Programme d'appui à la francophonie ontarienne a appuyé des organismes sans but lucratif et des petites entreprises servant les communautés francophones spécialisées dans le soutien à l'emploi et la mise en valeur de l'économie francophone. Le programme a également soutenu des organismes culturels, des événements culturels et le développement des services en français, notamment en santé et services sociaux, qui facilitent la promotion de la culture et de la diversité francophones, ainsi que des programmes de formation et intégration des nouveaux arrivants.

Si nous sommes réélus, nous chercherons d'autres occasions de poursuivre notre partenariat et notre défense des intérêts de la communauté francophone de l'Ontario.

NOUS VOUS PRIONS DE RETOURNER CE QUESTIONNAIRE DÛMENT REMPLI D'ICI LE VENDREDI 20 MAI PAR COURRIEL À BMICHAUD@MONASSEMBLEE.CA.

PLEASE EMAIL YOUR COMPLETED QUESTIONNAIRE BY FRIDAY, MAY 20th TO BMICHAUD@MONASSEMBLEE.CA .